La traite des personnes : Les réponses du législateur algérien

FERCHA Kamel
Maître de conférences
Université A.MIRA, BEJAIA

Introduction

Chaque année, des millions d'individus, essentiellement des femmes et des enfants, induits par la tromperie, poussés par la pauvreté ou contraints par la force sont soumis à l'état de servitude par fraude, enlèvement, tromperie ou par d'autres formes de contrainte, victime d'une criminalité internationale se livrant à un commerce mondial dont les profits sont énormes.
La mondialisation, l'évolution rapide des technologies de communication (principalement internet) et des technologies de transport[1] ont contribué à l'ampleur de ce phénomène [2].

Cette activité qui est de plus en plus infiltrée par des organisations criminelles transnationales, a généré d'énormes profits financiers qui ont acquis, grâce au blanchiment, une respectabilité financière[3].

Selon les Nations Unies, la traite des êtres humains occuperait la troisième place des activités criminelles les plus lucratives après le trafic de drogue et le trafic d'armes[4].

---

[1] J.Estibaliz, **http://www.criminologie.com/auteur/jimenez-estibaliz**
[2] L'impact de l'utilisation des technologies de l'information sur la traite des êtres humains aux fins d'exploitation sexuelle a fait l'objet de nombreuses études (Voir D. HUGHES : Impact des Nouvelles Technologies de l'Information sur la Traite des Etres Humains aux Fins d'Exploitation Sexuelle ,Rapport, Conseil de l'Europe, Mai 2001).
[3] Michot S.,La lutte contre le blanchiment d'argent : un obstacle à la solvabilité du trafic d'êtres humains , dans Actes du Colloque " La nécessité d'une réponse globale pour renforcer la protection juridique des victimes du trafic d'êtres humains ", Institut des Droits de l'homme Lyon et Franciscains International ,mai 2004.
[4] Trafficking in Human Beings in Southeastern Europe, Unicef/UNOHCHR/OSCE-ODIHR, 2002, 254p.

Ce phénomène historique remonte à la haute antiquité[5]. L'esclavage participait, dans une large mesure, à la vie économique, notamment au commerce, à l'industrie et à l'agriculture. Du 15ème au 19ème siècle, des millions de personnes en majorité d'Afrique centrale et occidentale, furent victimes de déportations forcées, vidant économiquement, culturellement et socialement tout un continent[6]. Ces traites négrières avaient principalement des buts économiques, l'esclavage étant alors, considéré comme un facteur de production. A la fin *du* 18 ème siècle et au début du 19 ème siècle, un mouvement humanitaire se manifeste contre la traite et l'esclavage. Mais le passage de la notion de "traite des blanches" à celle de "traite des femmes " ne s'est opéré qu'a partir de la convention de Genève du 30 septembre 1921.

Cependant, si la traite des personnes constitue un "phénomène historique «, elle est aussi une "réalité contemporaine".

Afin de lutter contre ce phénomène, plusieurs textes ont été élaborés par la communauté internationale. Le texte normatif incontournable au niveau international est la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et ses deux Protocoles, l'un destiné à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants. Etant donné la nature criminelle de ce fléau, le droit pénal a été nécessairement requis. Ainsi, la normative internationale destinée à lutter contre la traite a été élaborée d'une perspective du droit pénal, et non sociale, économique, du travail ou

[5] ALLAND (D.) et RIALS (S.) .Dictionnaire de la culture juridique, Lamy, PUF, 2003, pp, 638-640: sous l'antiquité l'esclavage s'est d'abord déployé chez les grecs puis dans un second temps chez les romains. L'esclavage était pratiqué dans la *"maisonnée"* ; il a aussi contribué au développement économique d'Athènes. Les romains quant à eux , s'appuyèrent largement sur les esclaves pendant les guerres de conquêtes.

[6] QUENEUIL (H),De la traite des noirs et de l'esclavage ,la conférence de Bruxelle et ses résultats ,Thèse pour le doctorat ,Librairie de la société du recueil j.H. Sirey § du journal du palais , 1907. spec. p.15 : la traite coloniale ne commence que vers 1493 et dure , pendant prés de trois siècles, durant lesquels *"l'Europe se rua sur le continent noir et le mit à sac avec frénésie"* "

démographique[7]. Néanmoins, à l'instar de toutes formes de criminalités, la traite requiert non seulement des réponses régaliennes mais aussi des réponses sociétales[8]. Quoique contenant quelques lacunes, cet arsenal juridique, témoigne toutefois d'une adéquation entre les mesures mises en œuvre et la complexité du phénomène, notamment au vu des différentes formes de recrutement, de transport et d'exploitation des victimes[9]. Cette action se fonde sur une vision à la fois globale et précise de la traite des personnes, au sein de laquelle les Etats sont amenées à jouer un rôle déterminant, et les législations nationales sont appelées à jouer un rôle important dans la lutte contre les formes graves de la criminalité. L'Algérie qui n'est pas à l'abri d'un tel phénomène, a-t-elle adapté sa législation au droit international ? Les réponses pénales du législateur algérien, à la traite, sont elles conformes aux instruments internationaux ? L'Algérie a t'elle mis en place des mesures précises pour aider les victimes de la traite?

Chapitre 1 /La traite des êtres humains : un délit nouveau et autonome

Etat partie au protocole, l'Algérie a adopté des mesures législatives qui incriminent pour la première fois, dans l'histoire du droit pénal algérien, l'infraction de la traite des êtres humains, considérée comme une infraction autonome.

Pour lutter contre ce fléau, une loi a été promulguée en 2009 qui a modifié et complétée le code pénal algérien. Pour mettre en exergue le caractère particulier de cette infraction, cette loi a introduit dans le code pénal algérien une section nouvelle intitulée "la traite des personnes " et de ce fait en a crée une infraction spécifique. Ses dispositions ont pour objet principal d'assurer la protection des mineurs. Ce texte a le mérite de traiter l'infraction de la traite à part, de manière

[7] E. Geronim, Aspects juridiques du trafic et de la traite des travailleurs. www.ilo.org/public/english/protection/migrant/

[8] Ch.Lazerges , " Une politique criminelle participative", Arch. pol. crim., n°10, 1988, spéc.p.94.

[9] R.Capdevielle ,le role d'interpol au sein de l'action européenne dans la lutte contre la traite des êtres humains, thèse de Doctorat ,juin 2010 ,Toulouse ,France;

autonome et non plus ensemble avec d'autres infractions connexes, et propose une définition tout à fait nouvelle et autonome de la traite des êtres humains.

La traite est de ce fait, perçue comme une infraction nouvelle résultant des évolutions et des problèmes contemporains.

Section 1 /Les définitions de la traite : ou (La conformité de la définition du droit algérien avec le droit international).

Il existe de nombreuses définitions doctrinales et Conventionnelles de la traite des êtres humains.

a) La définition doctrinale :

Selon Marie Angèle Hermitte[10] , le terme "traite "a d'abord visé "*le transport de marchandises d'un lieu à un autre, avant de se spécialiser pour parler des échanges sur les cotes d'Afrique de marchandises diverses, et finalement du commerce des esclaves noirs*». Le terme s'est par la suite appliqué au 20 ème siècle aux affaires liées à l'enlèvement de femmes en vue de la prostitution en Afrique ou dans les pays du proche et du moyen orient.

b) la définition en droit algérien

S'inspirant des instruments internationaux, le législateur algérien propose une définition tout à fait nouvelle et autonome de la traite par rapport aux conceptions anciennes de l'exploitation des êtres humains. L'article 3 de la loi 09/01 [11] dispose :"est considéré comme traite des personnes, le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil d'une ou plusieurs personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages afin d'obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude

[10] HERMITTE (M.A),l'llicite dans le commerce international des marchandises" , in KAHN (ph), KESSEDJIAN (C.)(sous la dir.). Lillicite dans le commerce international ,Université de Bourgogne- CNRS,volume16, litec,1996,PP.109-216,spec.p.123.

[11] Op.cit

ou le prélèvement d'organe"[12]. Les victimes peuvent faire l'objet d'exploitation sexuelle, d'exploitation de leur force de travail ou de trafic d'organes. Il ressort de cette définition que la notion de traite est construite à partir de celle d'exploitation. En effet , pour que l'infraction soit constituée, il faut qu'elle ait pour but l'exploitation de la personne, laquelle comprend la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage. Cet article énumère les cas d'exploitation mais ne définit pas l'exploitation en tant que telle[13]. La traite, pour être constatée, renvoie ainsi à une multitude d'infractions, qui ne traduisent pas toutes un phénomène d'exploitation. Les notions d'esclavage, de servitude et de travail forcé ont fait l'objet de tentatives de clarifications par des études spécifiques en droit international [14] parvenant ainsi à éclairer ces notions.

C/ Les définitions internationales de la traite

Au mois de novembre de l'année 2000, l'assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies adopte, à Palerme, un nouveau Protocole sur le trafic, dans le cadre d'une nouvelle

[12] Le législateur algérien a repris intégralement la définition de la traite des personnes contenue dans l'article 3 du protocole additionnel à la convention des nations unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir , réprimer et punir la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants .

[13] La convention 182 de l'Organisation internationale du travail (O.I.T),établie en 1999 ,définit les pires formes de travail des enfants .Dans le cadre de cette convention , l'exploitation se réfère aux conditions de travail qui entravent le développement physique , scolaire , affectif et intellectuel de l'enfant .Elle distingue les activités qui sont par essence incompatibles avec le respect des droits de l'enfant comme la prostitution ou la pornographie, et les activités qui sont interdites , par les conditions de travail qu'elles exigent ou parce qu'elles sont susceptibles de présenter un danger pour l'enfant .Le travail dans les mines , par exemple , ou sur les chantiers de construction est interdit car il met en danger l'intégrité physique du mineur , en l'exposant à des accidents graves ou parce que les conditions de travail sont susceptibles d'entraver sa bonne croissance .

[14] M. CAVALLO, « Formes contemporaines d'esclavage, servitude et travail forcé : le TPIY et la CEDH entre passé et avenir », Droits *fondamentaux*, n°6, janv.- déc. 2006 ; J.ALLAIN , « The Definition of Slavery in International Law », 52 *Howard LJ* 2009, p. 239-261 ; E.DECAUX , *Les formes contemporaines de l'esclavage*, Nijhoff, Boston, 2009, p. 136-147)

Convention internationale, il s'agit de la Convention contre la criminalité transnationale organisée. Deux protocoles l'accompagnent : le Protocole sur le trafic de personnes, appelé Protocole pour prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, et le Protocole sur le transport illégal de migrants ("smuggling in persons"), appelé Protocole contre le trafic illicite des migrants par terre, air et mer. On retrouve, dans le Protocole, la **première définition, consensuelle,** vraiment internationale de la traite. L'article 3 dispose ,en effet , :" *L'expression "traite des personnes" désigne le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité* [15] *ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle*[16]*, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes".*

La définition de la traite contenue dans l'article 3 du protocole, a, en fait, été adoptée à l'issue des travaux préparatoires, elle résulte d'un long travail qui, en définitive, a abouti à une formulation normative complexe. Cette définition dont les éléments se prêtent encore à des interprétations différentes, a constitué, une base explicite et solide, aux législations nationales dans le monde et notamment au législateur algérien qui s'y est conformé pour légiférer

[15] Selon la note interprétative n° 23 : "Les travaux préparatoires indiquent que la référence à l'abus d'une situation de vulnérabilité est compris comme référant à toute situation dans laquelle la personne impliquée n'a aucune alternative réelle ou acceptable que de se soumettre au dit abus"

[16] Selon la note interprétataiven° 64 : "Les travaux préparatoires indiquent que le Protocole cible l'exploitation de la prostitution d'autrui et autres formes d'exploitation sexuelle uniquement dans le contexte du trafic des personnes. Les termes "exploitation de la prostitution d'autrui" ou "autres formes d'exploitation sexuelle" ne sont pas définis dans le Protocole, sans préjudice de ce fait de la façon dont les Parties à l'entente envisagent la prostitution dans leurs lois nationales".

conformément aux exigences de la légalité criminelle et des principes fondamentaux.

Notons, par ailleurs, que la notion de traite des êtres humains a évolué dans le temps, alors qu'elle n'englobait au départ que le trafic des femmes destinées à la prostitution[17] , elle recouvre aujourd'hui différents types d'actes ayant pour but l'exploitation de la prostitution d'autrui, l'exploitation sexuelle, la mendicité, l'exploitation du travail, le service forcé, l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes d'êtres humains (femmes, hommes et enfants)[18].

Les actes normatifs internationaux notamment le Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre le crime transnational organisé (Protocole additionnel « Traite des êtres humains ») [19] ainsi que la proposition de la Commission de l'Union européenne portant sur une décision-cadre du Conseil relative à la lutte contre la traite des êtres humain[20] ont mis en évidence l'élargissement de la notion de

---

A. [17] En 1902, fut signé à Paris un Accord International pour la répression de la traite des Blanches, ratifié par 12 pays en 1904, où les gouvernements s'engageaient à empêcher "que l'on se procure des femmes ou des jeunes filles à l'étranger dans un but immoral". L'accord fut suivi en 1910 de la Convention internationale pour la répression de la traite des Blanches, liant 13 pays et élargissant la portée de l'entente pour inclure le trafic de femmes à l'intérieur des frontières nationales. (Wijers et Lap-Chew, 1997, p. 20). Deux autres accords internationaux ont par la suite été élaborés. Sous les auspices de la Ligue des Nations fut signée, en 1921, la Convention pour la répression de la traite des femmes et des enfants et, en 1933, la Convention internationale pour la répression de la traite des femmes majeures, qui vise à punir les personnes qui organisent le trafic de femmes adultes, que celles-ci soient consentantes ou pas. (Coomaraswamy, 2000, par. 18-19).Ce sont ces quatre accords qui se verront refondus dans la *Convention de 1949* de l'ONU, appelée Convention sur la répression et l'abolition de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui.

[18] Convention internationale pour la répression de la traite des femmes et des enfants Genève, 30 septembre 1921.

[19] Proposition de décision-cadre du Conseil relative à la lutte contre la traite des êtres humains.

[20] Proposition de décision-cadre du Conseil relative à la lutte contre la traite . des êtres humains du 21 décembre 2000, COM(2000) 854 (http://europa.eu.int/eurlex/ fr/com/dat/2000/fr_500PC0854_01.html), du

traite des êtres humains .Mais le protocole de Palerme n'est pas le premier instrument international à définir la traite des êtres humains. La convention de 1926 relative à l'esclavage[21] et la convention de 1956 relative à l'abolition de l'esclavage, de la traite des esclaves et des institutions et des pratiques analogues à l'esclavage en posent le principe et donnent une définition de la traite en vue de l'esclavage, toujours en vigueur. Parallèlement, la traite des femmes aux fins de la débauche dite "traite des blanches", ayant attiré l'attention des Etats au tournant du 20ème siècle, une série de textes internationaux est venue consacrer la définition d'une forme de traite dont le champ d'application a progressivement été étendu ; le plus récent de ces textes , adopté en 1949 vise la traite de toute personne en vue de la prostitution.

En droit européen, la décision-cadre relative à la lutte contre la traite des êtres humains[22] donne dans son article premier, la définition suivante de la traite : "le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement, l'accueil ultérieur d'une personne, y compris la passation ou le transfert du contrôle exercé sur elle:

a) lorsqu'il est fait usage de la contrainte, de la force ou de menaces, y compris l'enlèvement, ou

b) lorsqu'il est fait usage de la tromperie ou de la fraude, ou

c) lorsqu'il y a abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, de manière telle que la personne n'a en fait pas d'autre choix véritable et acceptable que de se soumettre à cet abus, ou

d) lorsqu'il y a offre ou acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre, à des fins d'exploitation du travail ou des services de cette personne, y compris sous la forme, au minimum, de travail ou de services forcés ou obligatoires, d'esclavage ou de pratiques analogues à l'esclavage ou de servitude, ou à des fins d'exploitation de la prostitution d'autrui

---

Comité des Ministres du Conseil de l'Europe relative à la lutte contre la traite des êtres humains en vue de leur exploitation sexuelle.

[21] Convention relative à l'esclavage adoptée le 29 septembre 1926.

[22] Décision-cadre 2002/629/JAI du Conseil, du 19 juillet 2002, relative à la lutte contre la traite des êtres humains [Journal officiel L 203 du 01.08.2002]. http://europa.eu/scadplus/leg/fr/lvb/l33137.htm

et d'autres formes d'exploitation sexuelle, y compris pour la pornographie."

La Convention Europol de 1995 définit la traite des êtres humains comme suit :

-Le fait de "soumettre une personne en abusant d'un rapport d'autorité ou de manœuvres en vue notamment de se livrer à l'exploitation de la prostitution d'autrui, à des formes d'exploitation et de violences sexuelles à l'égard des mineurs ou au commerce lié à l'abandon d'enfant".

L'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE), dans "Trafficking in Human Beings: implications for OSCE ", définit la traite comme:

"- tous les actes inclus dans le recrutement, l'enlèvement, le transport, la vente, le transfert, l'hébergement ou la réception des personnes;

- par la menace ou l'utilisation de la force, la tromperie, la coercition, ou la servitude pour dettes

- à des fins de placement ou de détention des personnes, payées ou non, dans un état de servitude involontaire, pour un travail forcé ou pour un créancier, dans une communauté autre que celle dans laquelle la personne vivait avant d'être trompée, prise de force ou soumise à des créanciers. "

Le Global Alliance Against Trafficking in Women (GAATW), l'International Human Rights Law Group et la Fondation Against Trafficking in Women (STV), en coopération avec de nombreuses ONG du monde entier ont développé une définition basée sur leurs expériences de terrain[23]: « *Tout acte ou atteinte impliquant le recrutement, le transport à l'intérieur ou à l'extérieur des frontières nationales, l'échange, la vente, le transfert, l'hébergement ou l'accueil d'une personne au moyen de la tromperie, de la contrainte (y compris le recours à la force ou à l'abus d'autorité) ou au moyen de la servitude pour dettes en vue de placer ou maintenir cette personne, avec ou sans une contrepartie financière, en servitude (domestique, sexuelle ou reproductive), dans le travail forcé ou en conditions analogues à l'esclavage, dans une communauté autre que celle où cette*

[23] Définition de la traite des êtres humains, Les définitions légales Http://victimsoftrafficking.esclavagemoderne.org/FR/definition.html

personne vivait au moment de la tromperie, de la contrainte ou de la servitude pour dettes. »

Au cours de la seconde moitié du 20ème siècle, est progressivement apparue une définition plus générale de la traite, couvrant les faits commis aux fins de toute forme d'exploitation et non plus seulement de l'esclavage ou de la prostitution.

Section 1/Les différentes formes de la traite

a) *La traite en vue de l'esclavage* : La traite d'êtres humains est souvent qualifié d'esclavage moderne[24], néanmoins le mot traite ne doit pas être totalement assimilé à celui d'esclavage car si les deux notions sont intimement liées , elles sont cependant distinctes[25] . La traite ne peut exister sans l'esclavage, le contraire ne prévalant pas.

La convention supplémentaire de 1956 a repris la définition de la traite telle que contenue dans la convention de 1926 : *"la traite des esclaves désigne et comprend tout acte de capture, d'acquisition ou de cession d'une personne en vue de la réduire en esclavage; tout acte d'acquisition d'un esclave en vue de le vendre ou de l'échanger; tout acte de cession par vente ou échange d'une personne acquise en vue d'être vendue ou échangée, ainsi qu'en général tout acte de commerce ou de transport d'esclaves, quel que soit le moyen de transport employé"*[26] .

Si la traite est indissociable de sa finalité, l'esclavage, elle s'en distingue néanmoins. Soit la traite permet la réduction en esclavage d'une personne : le traitant capture, acquiert ou cède une personne en vue de la réduire en esclavage .Soit la traite couvre des faits commis à l'égard d'une personne qui a déjà été réduite en esclavage, lorsque le traitant fait le commerce d'un esclave (achat, vente, échange) ou le transporte. La convention de 1956 insiste tout particulièrement sur le transport

[24] S.Adly Nached,"la traite des personnes entre économie formelle et économie officielle "Dar El Jamia El Jadida Lilnachr ,Alexandrie ,p 12.

[25] PETRE GRENOUILLEAU (O), les traites négrières, essai d'histoire globale, Editions Gallimard ,Bibliothèque des histoires,2004,spec.p.18.

[26] Article 7 de la convention supplémentaire relative à l'abolition de l'esclavage , de la traite des esclaves et des institutions et pratiques analogues à l'esclavage ,1956.

international des esclaves, quelque soit le moyen de transport employé[27].

b) La traite en vue de la prostitution [28]: durant la période s'étalant entre 1904 et 1949 et pour combattre la traite en vue de la prostitution, plusieurs textes internationaux ont vu le jour[29].L'objectif de ces textes étaient ,dans un premier temps, de protéger essentiellement les femmes contre leur débauche à l'étranger, par la suite, la protection a été étendue progressivement à toute personne sans distinction.

c) la traite en vue de l'exploitation

Le XXI[éme] siècle a consacré une nouvelle définition internationale de la traite désignant une série de comportements facilitant toutes formes d'exploitation d'une personne.

L'esclavage et l'exploitation de la prostitution en constituent des fins possibles, mais plus exclusives. Toutefois, la notion d'exploitation à partir de laquelle est construite la définition de la traite , n'est pas définie par le protocole de Palerme .Celui ci se limite à fournir tout au plus une liste non exhaustive des formes d'exploitation concernées *" au minimum l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage , la servitude ou le prélèvement d'organes"*[30] .

---

[27] Article 3 de la convention suscitée.

[28] Note interprétative : "Les travaux préparatoires indiquent que le Protocole cible l'exploitation de la prostitution d'autrui et autres formes d'exploitation sexuelle uniquement dans le contexte du trafic des personnes. Les termes "exploitation de la prostitution d'autrui" ou "autres formes d'exploitation sexuelle" ne sont pas définis dans le Protocole, sans préjudice de ce fait de la façon dont les Parties à l'entente envisagent la prostitution dans leurs lois nationales".

[29] Arrangement international de 1904 en vue d'assurer une protection efficace contre le trafic criminel connu sous le nom de traite des blanches, adopté le 18 mai 1904; convention internationale relative à la répression de la traite des blanches , adoptée le 4 mai 1910, convention internationale relative à la répression des femmes et des enfants , adoptée le 30 septembre 1921 , convention internationale relative à la répression des femmes majeures ,adoptée le 11octobre 1933; convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution adoptée le 2 décembre 1949 .

[30] Article 3 du Protocole de Palerme, 2000.

Le travail forcé : par "travail ou service", il faut entendre tout travail légal ou illégal, avec ou sans contrat, y compris les activités qui ne sont pas toujours considérées comme des activités économiques telles que la prostitution, le travail domestique ou la mendicité " [31] .Selon l'article 2/1,de la convention sur le travail forcé , de 1930 de l'O.I.T, l 'expression "travail forcé ou obligatoire "désigne "tout travail ou service exigé à un individu sous la menace d'une peine quelconque et pour le quel le dit individu ne s'est pas offert de plein gré ".

La servitude : à l'exception de la servitude pour dette[32], la servitude n'est définie par aucun texte international.

Selon l'article 1 de la convention de 1956, la servitude pour dette désigne " *l'état ou la condition résultant du fait qu'un débiteur s'est engagé à fournir garantie d'une dette ses services personnels ou ceux de quelqu'un sur lequel il a autorité si la valeur équitable de ces services n'est pas affectée à la liquidation de la dette ou si la durée de ces services n'est pas limitée ni leur caractère défini ."*

Le prélèvement d'organes : le " prélèvement d'organes" apparait, dans le Protocole de Palerme ainsi que dans l'article 303 bis 4 du code pénal algérien, aux cotés du travail forcé, de la servitude et de l'esclavage .Il s'agit plus précisément du prélèvement illicite d'un organe sur une personne.

Dans les pays industrialisés, en matière d'organes humains, l'offre est inférieure à la demande, d'où l'émergence d'un marché noir à l'échelle internationale ayant pour acteurs des particuliers. Concernant le prélèvement d'organes, dans le contexte de la traite, et en particulier le prélèvement opéré sur des personnes vivantes, il peut s'agir soit d'organes doubles (reins, lobe pulmonaire) ou d'organes dont on se contente de prélever un segment (ex. foie) provenant des pays du tiers monde .En Algérie, les statistiques et les études sont quasi-inexistantes dans ce domaine et par conséquent nous ne disposons pas d'informations concernant l'envergure de ce trafic.

---

[31] HAUCHERE A , le " travail forcé , enjeux et défis contemporains ",in cahiers de la sécurité , n0 9, juillet septembre 2009.

[32] Interdite par la convention de 1956 en tant qu'institution ou pratique analogue à l'esclavage .

Quant à savoir jusqu'ou va la légalité et ou commence l'illégalité dans ce domaine, les avis divergent[33].

Les deux textes précités ajoutent que le traitant doit agir « par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte . par enlèvement , fraude , tromperie , abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité , ou par l'offre ou l' acceptation de paiement d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre excepté lorsque la personne concernée est mineure.

Section 2 : Les éléments constitutifs de l'infraction de traite

Historiquement, les premiers instruments internationaux antérieurs au protocole se basaient sur le concept de "traite des blanches "et ce n'est qu'en l'an 2000 qu'un consensus s'est dégagé sur les éléments constitutifs de l'infraction.

L'analyse de la définition de la traite, conduit à distinguer trois catégories d'éléments constitutifs : ceux qui décrivent les conduites matérielles (le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes), ceux qui précisent les moyens utilisés (par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contrainte, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne) et enfin ceux qui établissent les buts qui doivent ainsi être poursuivis (aux fins d'exploitation).

A/ L'élément matériel :

Les actes matériels constitutifs de la traite sont limitativement énumérés par l'article 303 bis 4 du code pénal algérien ainsi que par l'article 3 du Protocole additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée visant à prévenir ,réprimer et punir la traite des personnes en particulier des femmes et des enfants[34], il s'agit du recrutement, du transport, du transfert, de l'hébergement ou de l'accueil d'une ou plusieurs personnes.

[33] M.Dreixler,Der Mensh als Ware : Erscheinungsformen modernen Menschenhandels unter strafrechtlicher Sicht,Diss.Dresden 1998,249.

[34] Op.cit.

B/ L'élément moral :

L'infraction est intentionnelle et comporte un dol spécial : il faut que l'auteur ait su les actes projetés par le tiers auquel il remet la victime. L'acte doit avoir poursuivi une des finalités d'exploitation décrites par la loi : l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle , l'esclavage ou des pratiques analogues, l'exploitation de la mendicité, la servitude ou le prélèvement d'organes , la mise au travail dans des conditions contraires à la dignité humaine ou la commission d'un crime ou d'un délit contre le gré de la personne

.

S'agissant de l'exploitation économique, la seule circonstance que la personne concernée soit victime d'infractions à la législation sur le droit du travail et de la sécurité sociale ne suffit pas à établir le délit de traite des personnes. Il faut encore que la mise au travail se fasse dans des conditions contraires à la dignité humaine. On retiendra à cet égard, la durée anormalement longue des prestations de travail, l'absence ou le caractère symbolique de la rémunération, les mauvais traitements, la séquestration, les mauvaises conditions d'hébergement,...

En droit pénal social, toutes les situations d'exploitation économiques relèvent de multiples infractions à la législation sur le droit du travail et de la sécurité sociale ; absence de rémunération ou rémunération insuffisante, temps de travail, défaut d'assurance contre les accidents de travail, utilisation de main d'œuvre étrangère sans autorisation.

Section 3 : Autres éléments constitutifs

Du point de vue pénal, la traite des êtres humains a pour objet "l'être humain en tant que marchandise". Le trafic, qui implique toujours une relation triangulaire entre le trafiquant, le client et la victime, porte uniquement sur l'activité d'intermédiaire. Le fait, par exemple, de faire passer illégalement la frontière à des personnes (activité de passeur, promotion de l'immigration clandestine) n'est donc pas considéré comme traite d'êtres humains, car les auteurs de l'infraction ne fonctionnent pas comme intermédiaires. L'activité de passeur n'en est pas moins pénalement répréhensible en tant que telle.

A/ Les moyens utilisés,

Au titre des moyens utilisés , on trouve mentionnés la menace de recours ou le recours à la force ainsi que d'autres formes de contrainte (y compris l'enlèvement), de même que l'escroquerie ou la tromperie, l'abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, l'utilisation de moyens de pression, "d'autres formes d'abus" ou encore la corruption de la personne ayant autorité sur la victime.

L'abus de la situation de vulnérabilité de la victime à raison soit de son âge, de sa maladie ou de son incapacité physique d'une déficience physique ou mentale apparente ou connue de l'auteur, constitue une circonstance aggravante de la traite[35].

L'évolution de la définition du concept de "traite des êtres humains" est caractérisée par la mise en évidence des différentes phases qui constituent cette notion, sa distinction avec le trafic des êtres humains et le développement d'une approche multidisciplinaire pour assurer une lutte efficace contre ce fléau.

B/ La question du consentement de la victime

Le consentement de la victime est indifférent lorsqu'il est établi que des moyens tels que ceux sus énoncés ont été utilisés. L'exercice de son libre arbitre par la victime est souvent limité par le recours à la force, à la tromperie ou à l'abus d'autorité. Il respecte la capacité qu'ont les personnes adultes de prendre leurs propres décisions quant à leur vie, notamment à faire des choix concernant le travail et la migration. Mais il exclut la possibilité d'invoquer le consentement comme moyen de défense lorsqu'il est établi que des moyens illicites ont été employés pour obtenir ce consentement. Un enfant ne peut donner son consentement : même s'il n'est pas établi qu'un des moyens visés par la loi a été utilisé, ce dernier exclut la possibilité pour une victime de moins de 18 ans de donner son consentement. Autrement dit, même si un enfant n'est pas menacé, qu'il n'est pas fait usage de la force ou de la contrainte à son égard ou qu'il ne fait pas l'objet d'un enlèvement ou d'une

[35] En droit français , l'article 225-4-2 du code pénal , ne considère pas l'abus de la situation de vulnérabilité de la personne comme un élément constitutif de l'infraction mais plutôt comme une circonstance aggravante .

tromperie, il ne peut donner son consentement à un acte relevant de la traite aux fins d'exploitation.

SECTION 2/distinction entre la traite et le trafic des migrants:

L'infraction de la traite des êtres humains est différente de celle de trafic des êtres humains ou encore de l'immigration et de l'émigration clandestine.

***A*/les différences conceptuelles**

Le trafic illicite des migrants est un type de mouvement de migrants, voulu par eux, et réalisé généralement contre le versement d'une somme d'argent en échange de services fournis par des passeurs clandestins .

Cette activité peut relever de l'exploitation et être dangereuse voire mortelle, mais elle n'a pas lieu sous la contrainte. Aux fins de l'application du protocole de Palerme, ce type de trafic illicite est dirigé par un groupe criminel organisé. Larousse définit le trafic (de l'italien trafico) comme tout commerce illégal ou clandestin[36] .Le Petit Robert le définit comme un commerce plus ou moins clandestin, immoral et illicite[37].

L'article 3 du protocole[38] le définit ainsi " L'expression " *trafic illicite de migrants*» désigne le fait d'assurer, afin d'en tirer, directement ou indirectement, un avantage financier ou un autre avantage matériel, l'entrée illégale dans un Etat partie d'une personne qui n'est ni un ressortissant ni un résident permanent de cet Etat ". Bien que liés[39], la traite des êtres humains et le trafic illicite des migrants sont deux concepts distincts. "Ils ont des caractéristiques propres et précises"[40].Contrairement à la traite qui se manifeste aussi bien

---

[36] Petit Larousse illustré 1989.

[37] Le Petit Robert 2000.

[38] *Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée, Doc.A/55/383, adopté par la résolution A/RES/55/25 le 15 novembre 2000 et entré* en vigueur le 28 janvier 2004.

[39] Esclavage Moderne et Trafic d'Etres Humains, Quelles Approches Européennes ? Paris, Centre de Conférences Internationales, 17 novembre 2000.

[40] VAZ CABRAL(G), les formes contemporaines d'esclavage dans six pays de l'Union européenne,op.Culture et Conflits,31-32, 1998, pp.101-124.

sur le plan national qu'international, le trafic illicite se rencontre surtout sur le plan transnational. Si, jadis, le mouvement des traites négrières se faisait, notamment de l'Afrique vers les Amériques[41], aujourd'hui la traite des personnes peut concerner une personne vivant dans son propre pays. Il peut y avoir traite, que les victimes soient emmenées dans un autre État ou qu'elles soient seulement déplacées d'un endroit à un autre à l'intérieur d'un même Etat. L'amalgame entre ces deux types d'infractions s'explique sans aucun doute par le fait que la traite des êtres humains a le plus souvent été combattue via la législation sur l'immigration et plus précisément son renforcement. La principale réussite de l'adoption du Protocole contre le trafic et du Protocole contre la traite est que les États Parties sont parvenus à établir deux définitions et ainsi donner naissance à une distinction entre la traite de personnes et le trafic de migrants[42].Il résulte de l'examen des deux protocoles, que la première différence entre ces deux concepts réside dans les personnes qui en sont l'objet. Dans le premier cas elles sont considérées comme des «victimes» de coercition d'abus et d'exploitation[43] (prostitution, agression sexuelle, esclavage, etc.), d'ailleurs, les victimes sont souvent exploitées à répétition[44] car une fois arrivées à destination, elles demeurent en captivité sous le contrôle d'une ou plusieurs personnes ou d'une organisation criminelle et sont soumises à des conditions d'esclavage[45],et dans le second, «l'avantage financier» qui découle de «l'immigration illégale» dans le cas du trafic.

D'un autre coté, la traite des êtres humains, considérée comme une forme d'esclavage, se distingue du trafic de migrants qui est perçu comme une autre violation des droits fondamentaux puisque les victimes ne sont pas exploitées comme force de travail.

L'élément "exploitation", qui est une caractéristique de la traite des êtres humains, fait en principe défaut dans le cadre

[41] PETRE GRENOUILLEAU (O) , Les traites négrières , Essai d'histoire globale, op.cit, 2004, spéc. p.21

[42] Jimenez, 2009

[43] Brolan, 2002 .op. cit .

[44] Blackell, 2001.op. cit.

[45] Jimenez, 2009,2010 .op. cit

de l'infraction de trafic illicite de migrants. L'intention de départ n'est pas ici l'exploitation des victimes du trafic en vue d'une quelconque activité, mais le franchissement de frontières. Dans le cadre d'une activité de traite des êtres humains, le franchissement d'une frontière est un élément de l'infraction, mais il n'en constitue pas pour autant l'objet.

Si dans le "trafic illégal des migrants " ce sont surtout des hommes qui en font l'objet, dans le cas de la traite, ce sont des femmes et des enfants[46], la plupart des situations de traite des êtres humains se situant dans le milieu de la prostitution[47].

Par ailleurs, lorsque des enfants sont impliqués, ce fait est qualifié de traite, sauf si le voyage est fait en famille, car en règle générale, on estime qu'il ne peut y avoir de consentement de la part d'un mineur[48].

D'autre part , le trafic illicite de migrants concerne des migrants qui ont donné leu consentement. Le trafic sous entend une volonté libre des individus : le passeur et le migrant partageant un intérêt mutuel (...)[49].Les victimes de la traite, par contre, n'ont jamais donné leur consentement ou, si elles l'ont donné initialement, il a perdu toute valeur du fait que les trafiquants ont eu recours à la contrainte, à la tromperie ou à la maltraitance.

Le trafic illicite se termine avec l'arrivée des migrants à leur lieu de destination alors que la dans la traite l'exploitation de la victime se poursuit afin d'atteindre le but lucratif des trafiquants. En outre, dans la pratique, les victimes de la traite vivent généralement des situations plus douloureuses que les migrants qui font l'objet d'un trafic illicite et ont davantage besoin d'être protégées contre une nouvelle victimisation et la poursuite d'une maltraitance sous d'autres formes.

Le trafic illicite de migrants est un épiphénomène de l'immigration. Dans ce type d'infraction, ce sont avant tout les

---

[46] Gallagher, 2002

[47] G. KING: *Women, Children for Sale, The New Slave Trade in the 21st Century* (N.Y, Penguin Group), [2004], pp. 19 et s.

[48] Jimenez, 2009,2010.

[49] COM (2005) 514 final,18octobre 2005, Communication de la Commission au Parlement européen et au conseil ,Lutter contre la traite des êtres humains –approche intégrée et propositions en vue d'un pland'action spéc.p.8.

intérêts de l'Etat qui sont mis en cause vu que les frontières ont été franchies en violation de la législation sur l'immigration. Ainsi le trafic des migrants est plutôt appréhendé telle une menace à l'intégrité territoriale l'Etat, la traite constituant davantage une atteinte aux droits de l'homme.

En fait, cette distinction terminologique est très importante notamment sous un angle victimologique en matière d'assistance et de protection des individus qui en font l'objet. En effet, les victimes de la traite sont mieux protégées par le Protocole relatif à la traite que le migrant objet de trafic par le Protocole relatif au trafic[50].

B) Les différences dans les sanctions des deux infractions

1/ Sanctions de la traite :

L'article 303 bis 4 du code pénal algérien qui a incriminé la traite des personnes a prévu des peines très lourdes à l'encontre des traitants : l'emprisonnement de 3ans à 10 ans et une amende de 300 000 à 1000 000 de dinars.

Lorsque la traite est exercée sur une personne dont la situation de vulnérabilité résulte, de son âge, sa maladie ou son incapacité physique ou mentale, apparente ou connue de l'auteur, la peine encourue est l'emprisonnement de 5 ans à 15 ans et d'une amende de 500.000 D.A à 1.500.000 D.A ».

La peine est la réclusion à temps de dix à vingt ans et d'une amende de 1.000.000 D.A à 2.000.000 D.A, lorsque l'infraction est commise avec au moins l'une des circonstances suivantes : l'auteur est le conjoint de la victime ou son ascendant ou descendant ou son tuteur ou s'il a autorité sur la victime ou s'il s'agit d'un fonctionnaire dont la fonction a facilité la commission de l'infraction, si l'infraction est commise par plus d'une personne, si elle est commise avec port d'armes ou menace de les utiliser, si elle est commise par un groupe criminel organisé ou lorsqu'elle a un caractère transnational. Autrement dit l'infraction constitue un crime et non plus un délit et relève de la compétence du tribunal criminel .Des peines complémentaires [51] peuvent être prononcées contre les auteurs

[50] Jimenez, 2009, 2010 .op. cit

[51] Selon l'article 8 du code pénal algérien les peines complémentaires sont : l'interdiction légale, l'interdiction d'exercer les droits civiques, civils et de famille, l'assignation à résidence, l'interdiction de séjour, la confiscation

de ces infractions qui ne peuvent pas bénéficier des circonstances atténuantes.

2/ Sanctions du trafic illicite des migrants :

Selon les dispositions de l'article 303 bis 30 du code pénal algérien[52] les coupables de l'infraction de trafic illicite des migrants encourent une peine de trois à cinq ans de prison et d'une amende de 300 000 à 500 000 Dinars algériens. L'article 303 bis 39, punit la tentative au même titre que l'infraction consommée. La peine est aggravée lorsque parmi les migrants se trouvent des personnes mineures, ou lorsque la vie ou la sécurité des migrants est mise en danger ou risque de l'être ou lorsque les migrants sont soumis à un traitement inhumain ou dégradant[53].

Les auteurs sont passibles du tribunal criminel et encourent la réclusion à temps de 10 ans à 20 ans et d'une amende de 1000.000 à 2000.000 Dinars lorsque la fonction de l'auteur a facilité la commission de l'infraction ou lorsque l'infraction est commise par plus d'une personne ou qu'elle est commise avec port d'armes ou menace de les utiliser ou lorsqu'elle est commise par un groupe criminel organisé[54] . Les personnes morales déclarées pénalement responsables encourent les peines prévues à l'.article 18 bis du code pénal algérien.

Conclusion

L'Algérie est liée par l'ensemble des textes internationaux relatifs à la traite. A l'occasion de la ratification de chacun de ces textes , elle s'est efforcée de mettre en conformité son droit interne avec le droit international et notamment *le Protocole* destiné à prévenir, réprimer et punir la

---

partielle des biens, l'interdiction temporaire d'exercer une profession ou une activité, la fermeture d'un établissement, l'exclusion des marchés publics, l'interdiction d'émettre des chèques et/ou d'utiliser des cartes de paiement, le retrait, la suspension du permis de conduire ou l'annulation avec l'interdiction de solliciter la délivrance d'un nouveau permis, le retrait du passeport, la diffusion ou l'affichage du jugement ou de la décision de condamnation.

[52] Inséré par la loi n° 09/01 du 25 février 2009 ,(J.O n° 15) modifiant et complétant l'ordonnance 66- 156 du 8 juin 1966 portant code pénal algérien .

[53] Article 303 bis 31 du code pénal algérien.

[54] Article 303 bis 32 du code pénal algérien.

traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants , en y insérant de nouvelles incriminations. La conception de la traite que traduit le droit pénal algérien constitue, de ce fait, une combinaison originale de l'ensemble des définitions internationales en vigueur. Mais si des efforts ont été déployés pour combattre et prévenir la traite des êtres humains en Algérie, la question des droits des victimes reste occulté et aucune mesure précise n'a été décidée pour aider les victimes de la traite. En regard du fléau immédiat que constitue les traitants eux même , la protection des victimes est souvent considérée comme une préoccupation d'ordre secondaire[55] . Jusqu'ici l'action de l'Algérie a consisté surtout à a amélioré la répression de la traite. Or parmi les finalités du protocole[56] *figure* : la prévention et la lutte contre la traite des personnes, spécialement des femmes et des enfants, la protection, l'assistance et le respect des droits des victimes, ainsi que la promotion de la coopération internationale. En ce qui concerne la deuxième finalité, c'est-à-dire, la protection, l'assistance et le respect des droits des victimes, sujet qui nous intéresse, le législateur algérien semble s'être inspiré de l'opinion selon laquelle l'élaboration de règles spéciales pour la protection des victimes aurait un effet contraire et encouragerait plutôt l'activité de la traite. Mais, les obligations internationales de l'Algérie sont non seulement de combattre la traite, en punissant ses auteurs et en prévenant ce phénomène mais aussi et surtout de protéger ceux qui en sont victimes.

[55] Une autre raison de s'en tenir à ce point de vue a été soulevée au cours des négociations concernant le protocole contre la traite des personnes ,lorsqu'on a fait valoir que l'établissement des dispositions particulières pour les victimes de la traite de personnes ne ferait qu'encourager cette activité Les tenants de cet argument se préoccupent surtout de contrôle à la frontière et de la nécessité de restreindre les facteurs qui portent les personnes qui se livrent à cette forme illégale de migration à estimer que le jeu en vaut la chandelle.

[56] Article 2 du protocole *contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée op.cit.*